

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

Expérience
d'un chercheur vénézuélien

[Rigas Arvanitis et Arnaldo Pirela]

→ DOSSIER

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

1

Michel Agier,
La Condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire.
Paris, La Découverte, 2013.

L'échange qui suit a commencé à Paris et s'est poursuivi par Skype entre Paris et Marseille au cours du mois de janvier 2019. Arnaldo Pirela est un professeur vénézuélien aujourd'hui émigré en France. Rigas Arvanitis est son partenaire scientifique. De nationalités grecque et française, il a habité et travaillé plusieurs années au Venezuela, mais il vit maintenant en France.

La trajectoire d'Arnaldo illustre les différentes formes que revêt la « condition cosmopolite » d'un chercheur¹. Cosmopolite par choix, pour nourrir la réflexion, pour alimenter la connaissance ; mais sa trajectoire illustre aussi la manière dont cette condition peut évoluer et devenir forcée. A-t-elle changé pour autant ? Dès le début de l'histoire racontée dans ce dialogue, les questions personnelles, politiques et scientifiques s'entremêlent en permanence. Examinons cela par étapes.

Rigas Arvanitis (RA) : Arnaldo, ton histoire, celle aussi de nos relations professionnelles, montrent l'importance et la complexité des liens qui se tissent entre chercheurs à l'échelle mondiale, entre divers pays et continents, car la vie des chercheurs scientifiques est essentiellement une vie cosmopolite. Ils ne migrent pas nécessairement, mais ils sont très mobiles.

Arnaldo Pirela (AP) : Oui, la recherche est une activité professionnelle nécessairement cosmopolite. Comme tu le sais, je suis économiste et j'ai été formé au Venezuela, puis j'ai effectué un master en Angleterre. Nous nous sommes connus au début des années 1980, alors que je venais de créer une équipe de recherche au sein du Centre d'études du développement qui est un centre autonome de l'Université Centrale du Venezuela. Il faut se rendre compte que le Venezuela était un pays atypique, car il était riche et prospère. Le pétrole, jusqu'au décrochage économique des années 1980, avait permis de financer l'enseignement supérieur. Ainsi, j'ai effectué mes études dans mon propre pays à une époque où la majorité des Latino-Américains (Mexicains, Brésiliens et autres) portaient étu-

→ DOSSIER

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

dier à l'étranger, généralement aux États-Unis. J'ai pu compléter ma formation en profitant d'une bourse d'un fonds de financement national qui a permis d'envoyer des milliers de jeunes à l'étranger. Le pays était prospère et démocratique depuis 1958, alors que le continent était truffé de régimes militaires.

Un lien se forme

AP : C'était ainsi un pays ouvert à l'immigration, accueillant un nombre considérable d'intellectuels et d'enseignants sud-américains venus s'y réfugier pour continuer leur travail de recherche ou d'enseignement. Ainsi, le Centre d'études du développement, dont le premier directeur est le Chilien Jorge Ahumada, un des membres fondateurs de la Commission économique pour l'Amérique latine (haut lieu de formulation des théories de la dépendance), a vu passer des ténors dans les débats sur le développement économique et social, de Fernando Enrique Cardoso, devenu président du Brésil dans les années 1990, aux ministres d'Allende. Plusieurs Chiliens, Uruguayens et Argentins qui fuyaient leurs dictatures sanglantes y avaient été accueillis. Hebe Vessuri, qui était la directrice de mon département au Centre d'études du développement, est une anthropologue argentine, formée à Oxford, elle-même exilée.

RA : C'est aussi grâce à elle que je suis venu travailler au Venezuela dans les années 1986-1989. J'étais un jeune apprenti sociologue et je voulais travailler sur les communautés scientifiques et les savoirs dans les pays en développement. J'ai alors découvert que le Centre d'études du développement était le premier centre académique où on pratiquait la sociologie des sciences sur le continent latino-américain¹.

AP : C'était une bonne décision (rires) ! En effet, Hebe Vessuri était venue au Centre d'études du développement après avoir réussi à extraire son mari des geôles de la dictature argentine. Lui aussi était anthropologue. Il travaillait avec des ouvriers des usines de

1

Pour un historique en français, lire Antonio Arellano Hernández, Rigas Arvanitis et Dominique Vinck, « Circulation et connexité mondiale des savoirs. Éléments d'anthropologie des connaissances en Amérique latine », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 6(2), 2012, p. 1-28.

→ DOSSIER

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

canne à sucre et œuvrait à l'émancipation sociale à travers l'organisation de syndicats paysans. Il n'en fallait pas plus pour qu'il soit suspecté de communisme ! Hebe a joué un rôle majeur en Amérique latine, puisque c'est elle qui a introduit l'étude sociale des sciences. Elle a aussi dirigé ma thèse de doctorat.

RA : Et lorsque je suis arrivé à Caracas, je me suis rendu compte que le Venezuela était un pays qui ne semblait pas connaître la fuite des cerveaux. Le pays était un exemple chimiquement pur de la constitution d'une communauté scientifique originale, par ses propres forces, et qui ne semblait pas dépendre des apports des « donataires internationaux ». Avec le recul, il est possible de parler d'une « créolisation » des sciences sociales, fondée sur des immigrants sud-américains et d'origine européenne, ainsi que sur de très solides collaborations internationales.

AP : Effectivement, mais il faut se souvenir que grâce à la présence de ces chercheurs et de ces intellectuels venant de tous les pays du continent latino-américain, nous nous trouvons au cœur des débats sur la dépendance. Pour revenir sur mes propres sujets d'intérêt, je voulais travailler sur les questions qui ont irrigué les débats depuis l'après-guerre et jusque dans les années 1980 sur le développement économique et social, la compétitivité de l'économie, l'innovation et les liens de dépendance en Amérique latine. Les débats sur le développement dans l'après-guerre se sont fondés sur une analyse dite de la dépendance du continent latino-américain (par le commerce international et de manière générale dans les échanges internationaux) par rapport aux pôles hégémoniques que sont les pays développés. « L'école de la dépendance », forgée essentiellement en Amérique du Sud, s'est répandue à travers le monde comme un paradigme d'analyse dominant sur les liens hégémoniques entre centre et périphérie, entre anciennes métropoles coloniales et pays colonisés.

RA : En effet, pendant longtemps, ce paradigme a permis de comprendre le monde et la première mondialisation. La France a

→ DOSSIER

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

joué un rôle important dans la formation de plusieurs générations d'économistes, de sociologues et d'intellectuels latino-américains, mais elle a aussi été le lieu de rencontre de scientifiques et de politiques de tous les pays appelés alors « Tiers-Monde » ou encore « pays en développement ». Lorsque je t'ai connu, tu avais publié une critique de cette école de la dépendance à partir de travaux de terrains originaux auprès des entreprises¹. Et tu voulais poursuivre dans cette voie.

AP : Pour ça, j'avais formé une équipe avec deux collègues vénézuéliens, Rafael Rengifo (dont la mère était une immigrante uruguayenne) et Alexis Mercado, un jeune chimiste converti à l'étude sociale des sciences qui était un des étudiants de Hebe Vessuri. Là-dessus, tu es venu nous rejoindre autour du sujet des relations entre la recherche et l'industrie.

RA : j'étais donc le sociologue étranger de la bande, et toi le chef d'équipe. Ni le travail de terrain auprès des entreprises, ni la méthodologie, ni la façon de collaborer et de cosigner de quatre noms n'étaient très usuels dans les sciences sociales d'alors. Cette pratique de la recherche empirique d'un petit groupe très soudé a certainement été une façon très particulière de réaliser des travaux en collaboration. Les liens atypiques dans ce petit groupe de recherche étaient une sorte de démenti vivant de la théorie de la dépendance !

Par cette coopération, on peut dire *a posteriori* que des chercheurs du Nord, dont j'étais d'une certaine façon le représentant, recherchaient au Sud une inspiration ou un renouvellement des analyses de ce qu'aujourd'hui nous identifions comme la dynamique de la mondialisation. Pour penser à cette échelle, un institut comme l'IRD dans lequel je travaille encore aujourd'hui (à l'époque ORS-TOM) devait puiser dans les travaux, les acteurs et les terrains en Amérique latine (au Brésil, au Pérou, en Bolivie et au Mexique) et en Asie (en Thaïlande et en Inde). À cette époque, pour les socioanthropologues français, il fallait sortir du modèle colonial dominant

1

Arnoldo Pirela, *La Escuela latinoamericana de pensamiento económico social (Cepal-Dependencia)*, Caracas, CENDES/Vadell Hermanos, 1990.

→ DOSSIER

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

qui explosait sous leurs yeux avec les indépendances en Algérie et en Afrique francophone. Un détail étrange de cette histoire est peut-être que je sois sociologue mais formé comme un économiste, binational, grec et français, « migrant » dirait-on aujourd'hui, mais aussi chercheur dans un organisme public français qui ne travaillait qu'à l'étranger. Cela explique sans doute une quête existentielle commune des Vénézuéliens et des Grecs sur la condition de « sous-développé ». Une quête qui semblait vouloir se résoudre dans une rencontre cosmopolite, une sensibilité autant intellectuelle qu'affective, sur ce lien entre un projet politique – le « développement » – et la volonté très tenace d'échapper à l'immobilisme et l'autoritarisme. Similarité vécue en Amérique latine et en Grèce, de façon presque synchrone.

AP : De fait, le département de « science et technologie » du Centre d'études du développement à Caracas, auquel nous appartenions, s'est trouvé dans une étrange position intellectuelle : nos travaux démentaient la thèse de l'impossible développement et même de la dépendance. On montrait, par l'exemple de la recherche en catalyse ou de l'immunologie, que le Venezuela portait à bout de bras³ l'embryon d'une communauté scientifique internationale exceptionnelle. Plus tard, les espoirs reposaient sur les travaux de l'Institut national de recherche sur les pétroles, créé au Venezuela à l'image de l'Institut français du pétrole, en inventant un nouveau carburant (Orimulsion) pour permettre l'exploitation des pétroles ultra-bruts de l'Orénoque. Autant de sujets de nos recherches...

RA : Des travaux originaux, en effet. J'ai eu beaucoup de chance de me retrouver là, car non seulement le centre où nous travaillions se trouvait à cette époque au cœur des débats sur la dépendance, mais nous exprimions une position très minoritaire, qui remettait en cause la façon mécanique d'appliquer cette théorie. Toute la richesse pétrolière du pays permettait d'espérer créer une « science nationale », et même dépasser les limitations de la plani-

→ DOSSIE

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

fication que l'on pouvait qualifier « de planification illusoire¹ », car elle ne semblait pas donner de très bons résultats. Ce qui se passe aujourd'hui et dont la presse est devenue l'écho permanent, cette situation où règnent la misère et la faim, était alors inimaginable. Les plus libéraux des économistes du pays considéraient même que le pétrole achèterait toujours la paix sociale.

Ce n'était pas le cas de notre petite équipe, qui effectuait des travaux empiriques sur le développement de l'industrie. Avec une enquête approfondie auprès d'une centaine d'entreprises (132 dans la première enquête « innovation » du continent), on y décelait des faiblesses structurelles profondes. On inaugurerait aussi une façon originale de parler du développement technologique en s'appropriant le concept d'apprentissage pour la technologie dans les entreprises, en effectuant des enquêtes dans les entreprises, en utilisant des méthodes originales.

AP : C'est vrai que ces travaux permettaient de comprendre les limites des entreprises...

RA : ...ce travail me permettait de saisir le lien de la croissance des activités académiques et du développement économique. J'en ai fait le sujet de ma thèse, d'ailleurs !

AP : Moi aussi (rires) ! Alexis Mercado a aussi écrit sa thèse sur le sujet. Rappelle-toi aussi que ce projet initial a permis de payer nos salaires « sur ressources propres », c'est-à-dire financés sur projet. Toi, tu étais un chercheur français « en affectation » au Venezuela, mais nous, nous étions financés uniquement par des financements externes. Aussi banal que cela puisse paraître, rares étaient à l'époque les enseignants-chercheurs vénézuéliens payés sur fonds externes dans les sciences sociales, alors que cela était très courant en sciences biomédicales ou naturelles dans des centres nationaux de recherche du Venezuela ou de l'Université des Andes à Mérida (autre exemple de très fortes collaborations avec des Français en chimie de la catalyse). Ce besoin de payer des salaires est aussi une des raisons de notre internationalisation, car cela permet d'avoir

1

Terme inventé par I. Avalos.

→ DOSSIER

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

1

L'article de l'équipe des quatre, Pirela, Rengifo, Arvanitis, et Mercado, « Technological Learning and Entrepreneurial Behaviour : a Taxonomy of the Chemical Industry in Venezuela », *Research Policy*, vol. 22, n° 5-6, 1993, p. 431-453, avait remporté en 1994 la plus prestigieuse reconnaissance scientifique pour notre discipline, le Prix du Conseil national de la recherche scientifique et technologique (CONICIT) pour le meilleur travail scientifique dans le domaine des sciences économiques et sociales.

accès à plusieurs sources de financements. Là aussi, le Centre d'études du développement était vraiment un oiseau rare.

RA : Effectivement, après mon départ, nous avons soumis une demande de financement en France et nous l'avons remporté en 1990, uniquement grâce au double ancrage local et international. Cela a permis de poursuivre les activités dans le réseau, au Brésil, en France, en Argentine et au Mexique.

AP : C'est grâce aussi à ce double ancrage que ces analyses pionnières de socioéconomie, même si elles n'étaient pas très acceptées, jouissaient d'un début de reconnaissance par nos pairs¹. L'extension internationale du projet démontrait que la proposition théorique et l'appel à des travaux empiriques dans les entreprises avait un sens.

RA : Après mon départ, notre collaboration est ainsi devenue plus « classique », sans ma présence sur place au Venezuela. D'ailleurs, lorsque je suis allé au Mexique, c'était pour effectuer un travail d'enquête similaire dans les entreprises mexicaines avec mes collègues de l'Université autonome métropolitaine sur le modèle de l'enquête du Venezuela. Mes collègues mexicains ont été membres de ce même réseau international. Après ces travaux pionniers, entre 1981 et 1998, sur l'innovation et la politique économique, tu as pu faire vivre ce réseau de recherche avec une forte collaboration de chercheurs étrangers et en accueillant plusieurs doctorants en provenance d'universités françaises (Paris 3, Rennes 2, Paris 7), qui ont pu compléter leurs travaux au Venezuela. De plus, à l'époque, en Amérique latine, le thème de l'apprentissage technologique sonnait juste.

En fait, nous sommes passés d'un style de travail national, très enraciné dans la réalité du Venezuela, à un mode de fonctionnement en réseau international. Comme le signalent les travaux de sociologie de la recherche, nous avons dû former un réseau international. Même s'il existe bien un « agenda international » qui préexiste et que portent les agences de financement, les chercheurs peuvent formuler des thématiques qui se nourrissent des interrogations locales

→ DOSSIE

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

(ou nationales) et des besoins de discuter de ces questions avec des chercheurs étrangers. La trajectoire et les mobilités des chercheurs reflètent la grande complexité des échanges...

AP : ...qui se nourrissent des questions locales ! J'ai poursuivi mon travail de recherche sur le Venezuela, qui a toujours été une exception sur le continent sud-américain. Démocratie dès 1958 et aujourd'hui dictature dans un pays exsangue. L'origine de cette exception se situe dans la manière de gérer sa richesse pétrolière qui a toujours été conçue comme une ressource fiscale pour l'État, jamais comme une ressource industrielle ou un avantage comparatif pour alimenter la création d'un tissu industriel national.

RA : Le pétrole, « excrément du diable », comme disait Juan Pablo Pérez Alfonso, père fondateur de l'OPEP (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole)...

AP : En effet, mais j'avais besoin de me détacher de cette vision catastrophiste qui prête au pétrole une propriété magique à produire du malheur. Je me suis donc consacré aux entreprises, en créant un Laboratoire de l'innovation et de l'apprentissage et en m'instruisant sur l'histoire économique de mon pays. L'histoire - largement oubliée - est que le développement au Venezuela reposait sur une série de mythes. Le premier d'entre eux était que le pays allait trouver la voie du développement dans l'agriculture, ce qui est absurde pour un pays avec moins de 4 % de terres arables sous un climat tropical particulièrement capricieux. L'autre illusion était que l'argent issu de la vente du pétrole allait permettre d'investir dans l'agriculture sans pour autant que le pays ne développe l'industrie et les milliers d'entreprises de la chaîne productive liée au pétrole, à part quelques projets pharaoniques comme le plus grand (à l'époque) barrage hydroélectrique du monde à Guri, l'industrie sidérurgique de Guayana ou encore celle de l'aluminium. Nos travaux, et plus tard ceux du Laboratoire innovation et apprentissage que j'avais fondé, permettaient de comprendre cette torsion de la réalité, par des dizaines d'exemples. Ils révélaient

→ DOSSIER

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

1
Avant les élections de 1998 qui portent Hugo Chávez au pouvoir.

que le lent apprentissage technologique dans les petites entreprises était bridé par l'absence de ressources financières, paradoxe dû à l'écart immense de richesse entre le secteur pétrolier et le reste du pays. Comme le disait Rómulo Betancourt, père de la démocratie du Venezuela, le pétrole et la politique sont toujours étroitement liés dans le pays.

RA : Mais c'est aussi grâce à ces échanges avec la France, que tu prends contact avec des géographes qui mènent des recherches au Venezuela alors qu'ils enseignent en France...

AP : Effectivement, et avec de nombreux spécialistes de l'Amérique latine en France. J'ai pu aussi enseigner en France dans le cadre de la Chaire Simon Bolivar à l'Institut des hautes études d'Amérique latine. C'est aussi comme cela que j'ai établi mes liens avec les géographes et économistes spécialistes de l'aménagement du territoire à l'Université de Saint-Quentin-en-Yvelines. Mais je pense que durant les années 1990, nous avons probablement suffisamment de financements pour la recherche au niveau national...

RA : Encore un effet de la richesse pétrolière...

AP : Oui, mais aussi d'une plus grande attention des personnels politiques et du gouvernement Caldera¹ à la recherche. J'avais aussi un bon contact avec la Fondation Polar, qui nous a permis de publier nos ouvrages et d'organiser des événements scientifiques auprès d'un plus large public.

RA : À ce moment, Ignacio Ávalos, le président du Conseil national de la recherche scientifique et technologique du Venezuela qui était le responsable de la politique de la recherche, était un collègue, un ami aussi, qui avait été très critique sur le rôle de la planification. Mais c'était aussi un chercheur issu des sciences sociales, alors que le Conseil national de la recherche avait toujours été aux mains des chercheurs des biosciences. J'avais moi-même fait du terrain avec lui. Et si mes souvenirs sont bons, tu as été aussi expert auprès de la Commission de science et technologie de la Chambre des députés.

→ DOSSIER

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

AP : En effet, la Chambre des députés avait fait cette demande et nous avons eu de nombreuses réunions avec des entrepreneurs et des universitaires sur la question de la formulation des politiques, la manière d'améliorer les liens entre les entreprises et les chercheurs. Ces échanges publics ont donné lieu à un rapport que j'ai publié grâce à l'appui de la mairie de Caracas et de la Chambre des députés¹.

Le revirement chaviste

RA : Bref, jusqu'aux élections de 1998, ton équipe de recherche était plutôt reconnue et productive, même si tu trouves que l'effort pour maintenir le réseau international n'a pas été satisfaisant.

AP : On s'est peut-être trop préoccupé des problèmes politiques du pays. L'arrivée de Chávez a divisé notre centre. Il faut rappeler qu'il est élu par la classe moyenne, pas par les pauvres. Le discours était contre la corruption, il disait : « Je ne suis pas socialiste », il parlait de Tony Blair et de la « troisième voie » pendant sa campagne électorale, il prônait la démocratie sans corruption. Difficile de ne pas être d'accord !

RA : Mais toi, tu as été sceptique à cette époque.

AP : Oui. Pour commencer, c'est un militaire putschiste. Ensuite, il avait été un membre actif du Foro de São Paulo, ce regroupement de la gauche latino-américaine promue par Fidel Castro et Lula, après les échecs électoraux de Lula et du sandinisme au Nicaragua en 1990. Le Foro s'annonce clairement « marxiste révolutionnaire » bien que ce ne soit pas le discours que tenait Chávez lors de cette campagne électorale.

Et, rétrospectivement, j'avais raison de me méfier. En 1999, lorsque Hugo Chávez accède à la présidence du Venezuela, je dirigeais un projet de recherche de grande envergure pour une durée de trois ans, portant sur la compétitivité des secteurs connexes à l'industrie pétrolière au Venezuela. Ce projet était financé par le

1

Arnoldo Pirela (dir.), *El Papel del Estado Venezolano en el Desarrollo de la Ciencia y la Tecnología*, Comisión Permanente de Ciencia y Tecnología de la Cámara de Diputados, Congreso de la República, Caracas, 1995.

→ DOSSIER

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

fonds Agenda pétrolier, créé par la compagnie pétrolière d'État des pétroles (PDVSA) et géré par le Conseil national de recherches scientifiques et technologiques (CONICIT). Lors de la remise du premier rapport intermédiaire en 2000, il y a eu un blocage des fonds qui devaient couvrir les deux années de travail restantes. La nouvelle direction de CONICIT m'avait informé verbalement que le versement de l'argent correspondant à la seconde année de recherche serait versé sur la base d'une cohérence avec « les valeurs révolutionnaires et socialistes » impulsées par le nouveau gouvernement. Ce processus d'évaluation de la pureté révolutionnaire a duré, sans aucune justification, une année entière, tandis que, systématiquement, l'accès à tout autre financement public de recherche auprès du CONICIT ou toute participation à des événements scientifiques, l'acquisition de livres ou toutes sortes de dépenses de fonctionnement, nous étaient impossibles. Après un an d'attente, j'ai dû dissoudre l'intégralité de mon équipe de recherche. Les collaborations internationales n'étaient plus en mesure de soutenir ces travaux, puisque les fonds publics pour la recherche étaient contrôlés par l'État. En effet, à cette époque, le gouvernement avait décidé un gel budgétaire à l'encontre de l'Université Centrale du Venezuela et d'autres universités publiques dans lesquelles les résultats des élections des syndicats d'étudiants et de professeurs n'étaient pas favorables au parti au pouvoir. L'inflation croissante avait entraîné une réduction du pouvoir d'achat déjà modeste des professeurs universitaires.

RA : Et en 2002, après la grève pétrolière qui avait été lancée par l'opposition, circule une demande de référendum pour révoquer le président Chávez...

AP : ...que j'ai signée, comme plus de quatre millions de Vénézuéliens. Après cela, une liste des signataires, dite Liste Tascón a été publiée sur internet à l'initiative d'un député chaviste, une sorte de McCarthy vénézuélien. Elle a été employée pour m'interdire d'entrer dans tout établissement de la compagnie pétrolière

→ DOSSIER

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

d'État (PDVSA), ce qui m'a empêché de mener à bien mes travaux de recherche sur le pétrole et le développement économique.

RA : Donc, plus de recherche...

AP : Voilà. Après avoir constaté le blocage de toute activité de recherche sur ces sujets, je suis allé travailler dans une université privée en province comme doyen de la faculté d'économie, et pendant les deux premières années, j'ai dirigé la redéfinition du cursus d'enseignement en économie. Après ces deux premières années, j'ai démissionné de ce poste devenu purement administratif. Puis j'ai décidé de prendre ma retraite pour pouvoir travailler comme chercheur émérite. J'avais 60 ans à l'époque et je constatais qu'une génération de jeunes politiques formés à l'université faisait irruption dans le pays. Ils sont parvenus à une mobilisation de la jeunesse et des citoyens qui permettait la première défaite électorale de Chávez, l'empêchant de modifier la constitution qui interdit la réélection du président. L'avenir me semblait prometteur, mais Chávez a réagi avec plus de répression et d'autoritarisme. Sa défaite électorale lui inspirait la nécessité de « radicaliser la révolution ».

RA : C'est alors que tu mets en place cette initiative en 2008 à Ciudad Bolivar, une petite ville du sud du Venezuela, pour créer une structure de soutien à la formation à l'entrepreneuriat touristique pour des jeunes et des femmes issus de milieux défavorisés de cette ville ?

AP : Oui. Figure-toi que grâce à mes contacts français, j'ai sollicité un partenariat avec des collègues universitaires de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, spécialisés sur les métiers du tourisme et l'aménagement territorial. Plus d'une douzaine d'étudiants français sont alors venus au Venezuela faire des stages financés en partie par des fonds franco-vénézuéliens jusqu'en 2013. Le projet consistait à promouvoir les métiers du tourisme auprès de populations vulnérables et créer ainsi de nouvelles activités économiques et donc des sources de revenu, en apprenant des métiers nouveaux, en se frottant aux étrangers, en

→ DOSSIER

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

échangeant avec des universitaires et des politiques. Un projet présenté auprès de la délégation de l'Union européenne au Venezuela, sur le thème de la réduction de la pauvreté, du changement climatique et du tourisme communautaire dans le centre historique de Ciudad Bolivar, a alors été sélectionné grâce au soutien de la municipalité et des collègues français. Mais les élections municipales ont permis au candidat officiel du gouvernement d'accéder à cette mairie, et ce nouveau maire a immédiatement retiré son soutien au projet. Une fois de plus, tout le travail réalisé pour constituer localement une équipe de recherche a été réduit à néant par le pouvoir politique.

RA : À ce moment-là, tu me demandes de reprendre un ancien projet que nous avons et consistant à travailler dans le prolongement des idées formulées dans les années 1980 et 1990. Je dois dire que j'ai été agréablement surpris de ta demande qui correspond aussi à un moment où, dans ma nouvelle équipe en France, nous travaillions sur les collaborations scientifiques internationales. Mais je voulais aussi reprendre ce fil laissé de côté du futur de la notion de « développement ». Je ne pensais pas que tes mésaventures nous obligeraient³ à y prêter une aussi grande attention.

AP : C'est ainsi que le cosmopolitisme des chercheurs se transforme en mobilité forcée ! Puisque je ne pouvais plus conduire de recherche scientifique au Venezuela, compte tenu des persécutions à mon encontre et de la dégradation croissante des universités nationales et de l'impossibilité d'accéder à des financements... De la même manière, le contrôle des changes à taux fixe et l'inflation galopante avaient amené le gouvernement à imposer de convertir les devises étrangères à un taux extrêmement bas. Cette situation s'est encore aggravée avec une dévaluation constante de la monnaie ; elle se mesure aujourd'hui en millions ! Ces taux incroyables font que ma retraite, comme celle de tous les professeurs dans mon cas, se compte en quelques dizaines d'euros par mois.

RA : J'aimerais que les lecteurs de notre échange sachent que nous tentons en ce moment même de trouver une solution pour que tu puisses stabiliser ta situation de professeur émigré, à la retraite mais toujours actif intellectuellement, comme peuvent l'être nos propres collègues qui obtiennent un statut d'émérites. Comme le dit fort bien Shahram Khosravi¹, anthropologue iranien en exil en Suède, c'est une forme d'être qui t'a été imposée par l'émigration, car si on choisit la carrière scientifique, et de ce fait la condition cosmopolite, on ne choisit pas sa condition d'émigré ou d'exilé. Malgré cela, tu as avancé dans la rédaction d'un ouvrage qui est une réflexion en profondeur sur la continuité historique de la gestion de la rente pétrolière, paradoxalement au moment même où le pays est incapable de profiter de ses importantes réserves pétrolières. Le livre aurait dû être publié à Caracas mais, bien que l'éditeur soit toujours d'accord, la situation de l'économie ne le permet plus. Et tu as réussi aussi à coordonner la mise en œuvre d'un projet multinational basé en France, composé de chercheurs français et latino-américains sur la transition énergétique des pays d'Amérique latine fortement dotés en ressources énergétiques fossiles. C'est encore une autre modalité de ce croisement entre un réseau de chercheurs de plusieurs pays, des équipes solides et le besoin de situer concrètement le travail de réflexion sur des travaux de terrain... Bref, un travail de recherche à l'international, mais dans des conditions certainement plus précaires.

AP : Un paradoxe de la situation actuelle est que le Venezuela, en s'isolant dans un régime dictatorial brutal, ne dispose plus de la possibilité matérielle d'explorer les réserves pétrolières qui sont pourtant considérées comme les plus importantes du monde. Ce régime détruit purement et simplement l'industrie pétrolière nationale avec cette idée d'un socialisme pétrolier. Mais on est là encore dans cette permanence d'une stratégie de développement, presque inchangée un siècle durant, depuis le début de l'extraction pétrolière entre 1911 et 1917. C'est conforme à une « sémantique

1
Shahram
Khosravi,
« Engaging
anthropology :
an auto-
ethnographic
approach »,
in T. Bringa et
S. Bendixsen
(dir.) *Engaged
Anthropology.
Views from
Scandinavia*,
Berlin, Springer,
2016, p. 41-60.

→ DOSSIER

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

1

Programme national d'aide à l'accueil en urgence des scientifiques en exil (PAUSE), créé le 16 janvier 2017, qui accorde des financements incitatifs aux établissements d'enseignement supérieur et aux organismes de recherche publics projetant d'accueillir des scientifiques en situation d'urgence et les accompagne dans leurs démarches.

nationale » sur l'abondance en ressources naturelles du pays. Elle est enracinée dans ces grands mythes sur l'histoire économique du Venezuela précédant l'industrie pétrolière. Toute une mythologie de la fertilité de la terre et de l'agriculture s'est convertie en une stratégie de développement général, synthétisée dans un slogan (« Semer le pétrole ! »), adoptée par tous les gouvernements de 1936 à nos jours. Cette mythologie explique aussi en grande partie les circonstances qui ont permis l'arrivée au pouvoir de Hugo Chávez en 1999, et la catastrophe économique que connaît le pays aujourd'hui, qui a poussé des millions de compatriotes à l'émigration ou l'exil, parmi lesquels on compte la plus grande partie de la communauté scientifique.

* * *

Notre histoire s'arrête ici mais nous n'en connaissons pas la fin. Arnoldo sera-t-il un « exilé » officiellement reconnu ? Dans quelles conditions pourront se poursuivre des échanges scientifiques fructueux ? Pour l'instant, il a obtenu, grâce à l'appui de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), un soutien auprès du programme PAUSE pour un an¹. Quelle que soit la réponse, entre exil forcé et cosmopolitisme choisi, parler de « migrations scientifiques » est un leurre. Pour l'essentiel, la formation des chercheurs s'effectue dans plusieurs pays et s'entretient tout du long de leur vie, lorsqu'ils effectuent des stages et des séjours dans des laboratoires et des unités de recherche de pays étrangers. Assister à des colloques et des séminaires à l'étranger définit le rythme de leur vie. Si nous savons, par quelques enquêtes, que l'on devient chercheur au hasard d'une rencontre, notamment dans les pays où la recherche est rare, nous savons aussi que dès leur formation initiale, les chercheurs participent à des projets internationaux : le monde est leur terrain, les collaborations et les partenariats sont leur pain quotidien. D'ailleurs, leur productivité aujourd'hui se

→ DOSSIER

De la circulation cosmopolite à l'émigration forcée

mesure au nombre de collaborations internationales. Le système de publications scientifiques est mondial. En sciences sociales, les choses sont plus étroitement liées aux conditions politiques, mais comme nous avons voulu le montrer dans cet échange, l'imbrication est étroite entre les échanges internationaux et la réflexion scientifique, entre la science et les liens d'amitié forts. Comme le pensent la plupart des chercheurs, c'est là que se trouve le besoin d'alimenter le flux de la connaissance, au-delà des frontières identitaires.